

*Initiatives ministérielles*

L'initiative que le gouvernement prend de privatiser Petro-Canada fait partie d'une série de mesures semblables, qui nous semblent irréversibles. Ce que veulent les Canadiens, c'est un gouvernement qui prend à coeur les intérêts de toutes les régions, et non pas seulement des centres urbains, un gouvernement qui sache ce qui est nécessaire dans toutes les régions pour créer une économie saine et donner un but au pays.

De notre côté de la Chambre, nous voulons travailler à la réalisation de cet objectif. Nous croyons que le gouvernement. . .

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Le député de Nickel Belt fait appel au Règlement.

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, je constate qu'il n'y a pas quorum en ce moment.

*Après le compte:*

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Il y a quorum. Débat. Le député de Scarborough—Rouge River.

**M. Lee:** Monsieur le Président, c'est dommage, le député m'a interrompu juste au moment où j'atteignais le point culminant de mes observations, la conclusion de mon brillant exposé. Je vais résister à la tentation de tout reprendre du début.

Le débat devrait cristalliser les vues des Canadiens sur la politique que poursuit le gouvernement, qu'il l'appelle vente, retrait, privatisation ou participation publique, expression dont j'ignore le sens.

• (1230)

Je ne peux mettre fin à cette partie des mes observations sans faire remarquer que le gouvernement a jugé nécessaire d'imposer l'attribution de temps à chaque étape de l'étude du projet de loi. Le gouvernement a prétendu, les ministériels me corrigeront si je me trompent, qu'il devait profiter du marché au printemps. C'est peut-être vraiment son intention, mais il est contraire au vœu des Canadiens qu'il profite du marché à quelque moment que ce soit. Il est malheureux que le temps n'ait pas permis à un plus grand nombre de députés de traiter non pas seulement de cette privatisation, mais de la longue série d'initiatives semblables, de l'effet qu'elles ont sur l'institution du gouvernement et le besoin qu'ont les Canadiens de sentir que le gouvernement les conduit dans une direction précise vers la prospérité et l'unité. Je recommande instamment à tous les députés de voter contre le projet de loi à l'étape de la troisième lecture.

**Des voix: Bravo!**

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, le ministre d'Etat à l'idéologie a dit tout à l'heure que Petro-Canada n'avait aucune utilité publique. Eh bien, le gouvernement conservateur n'a aucune utilité publique à l'heure actuelle. Je voudrais bien qu'il disparaisse, et vite.

En ce débat du projet de loi en troisième lecture, je pense qu'il faut revenir en arrière et nous rappeler comment c'était en 1972-1973, au début des années 1970, quand nous subissions ce qu'on appelait une crise énergétique causée par l'embargo sur le pétrole décrété par les Arabes. Petro-Canada n'existait pas à l'époque, et le secteur pétrolier de notre pays appartenait surtout aux étrangers. Quatre-vingt-dix p. 100 du secteur énergétique appartenait à des intérêts étrangers qui avaient toutes les réponses, qui avaient leurs livres bien à eux et ne les laissaient pas examiner.

Le problème, c'est que l'Office national de l'énergie ne pouvait pas savoir quelles étaient les réserves énergétiques au Canada. Le gouvernement n'avait aucun pouvoir pour examiner les livres des sociétés pétrolières privées et savoir ce qui se passait. Les pétrolières donnaient des chiffres erronés au gouvernement. On ne pouvait se fier sur elles. Elles n'investissaient pas dans la prospection.

Les Canadiens et le gouvernement se préoccupaient alors de ce qu'on appelait l'autosuffisance énergétique. Un slogan qu'on entendait souvent, «Laissons les corniauds de l'est geler dans le noir», apparaissait alors sur les affichettes collées sur les pare-chocs. Nous nous en rappelons tous.

Je dirais qu'à l'époque, l'idéologie avait peu à voir avec la création d'une société pétrolière nationale. La formation de Petro-Canada est attribuable non pas tant à des raisons idéologiques qu'aux conditions économiques qui régnaient à l'époque.

Le gouvernement de l'époque, qui était un gouvernement libéral minoritaire appuyé par le NPD, souhaitait établir une société pétrolière nationale, et c'est ainsi que Petro-Canada fut formée. Si je me rappelle bien, les conservateurs s'y sont opposés de toutes leurs forces, jusqu'à l'extrême limite. Le député qui devint premier ministre peu après qu'elle fut établie, celui qui est maintenant secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, la qualifiait alors d'éléphant blanc, si je me rappelle bien. En fait, il fut défait en Chambre en 1979 et perdit les élec-